



## QUESTIONS PRIORITAIRES DE CONSTITUTIONNALITE

Loi ou ordonnance		Disposition	Version issue de	Norme constitutionnelle invoquée	Origine de la saisine	Réf. CE	Décision du Conseil d'Etat	Réf. CC	Décision du Cons. const.
19/12/1926	loi du 19/12/1926	art. 14		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726	16-juil.-10 Refus transmission		
13/03/1937	loi du 13/03/1937			Principe de liberté d'entreprendre (article 34 de la Constitution)	CE (saisine directe)	337005			
30/04/1941	loi du 30/04/1941 approuvant la Convention du 30/10/1940 et son avenant du 14/12/1940			Principe d'égalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme)	CE (saisine directe)	322419	15-juil.-10 Transmission	2010-52 QPC	
28/07/1951	Convention de Genève	art. 1 F		Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305	14-mai-10 Refus transmission		
25/07/1952	loi n° 52-893	art. 2 I		Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305	14-mai-10 Refus transmission (1°)		

17/03/1954	loi	n°	54-290			Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305	14-mai-10	Refus transmission (1°)		
17/11/1958	ordonnance	n°	58-1100	art. 8	3ème alinéa		CAA de Paris	341685				
						Le 3ème alinéa de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, combiné avec l'article unique de la loi n° 2006-737 du 27 juin 2006 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés, méconnaît-il le principe d'égalité et le 11ème alinéa du préambule de la Constitution de 1946 ?						
26/12/1959	loi	n°	59-1454	art. 71		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	Refus transmission (1°)		
10/07/1970	loi	n°	70-612	art. 13 à 19		Articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	TA de Montreuil TA de Cergy-Pontoise	337898 337913	18-juin-10	Transmission à l'exception des articles 15 et 19	2010-26 QPC	
13/07/1972	loi	n°	72-657	art. 3	alinéa 2	loi 2008-776	CE (saisine directe)	334060	23-jull.-10	Transmission	2010-58 QPC	

21/12/1979	loi	n°	79-1102	art.	3		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726	16-juil.-10	Refus transmission		
03/08/1981	loi	n°	81-734	art.	26		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	Transmission	2010-1 QPC	28-mai-10 Non conforme
11/01/1984	loi	n°	84-16	art.	8 et 10		Principe d'indépendance des professeurs d'université et des autres enseignants-chercheurs et Principe d'égalité	CE (saisine directe)	329056 329057	9-juin-10	Refus transmission		
30/09/1986	loi	n°	86-1067	art.	42-4		Principe du respect des droits de la défense	CE (saisine directe)	338344	18-juin-10	Refus transmission		
29/12/1990	loi	n°	90-1168	art.	50		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Constitution)	TA de Limoges	339297	16-juil.-10	Refus transmission		

24/01/1996	ordonnance n° 96-50	art. 18 III		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726	16-juil.-10	Refus transmission		
14/11/1996	loi n° 96-987	art. 12	loi 2008-1425 art 190	Atteinte à une situation légalement acquise non justifiée par un motif d'intérêt général suffisant (art. 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	CE (saisine directe)	327850				
27/07/1999	loi n° 99-641	art. 65		Cet article méconnaît-il le principe d'égalité et est-il entaché d'une rétroactivité inconstitutionnelle ?	CE (saisine directe)	334636				
05/07/2000	loi n° 2000-614	art. 9 et 9-1	loi 2007-297 et 2007-1787	Liberté d'aller et venir, principe d'égalité des citoyens devant la loi (article 1er de la DDHC et article 1er de la constitution du 4 octobre 1958)	CAA de Versailles	337840	28-mai-10	Transmission	2010-13 QPC	9-juil.-10 Conforme
30/12/2000	loi n° 2000-1353	art. 35		Egalité devant les charges publiques et protection de l'environnement (en particulier principe "pollueur-payeur") - Respect des biens et le droit de propriété garantis par les articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	CE (saisine directe)	337538	23-juil.-10	Refus transmission		
30/12/2002	loi n° 2002-1576	art. 68		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	Transmission	2010-1 QPC	28-mai-10 Non conforme à l'exception du paragraphe VII

13/08/2004	loi	n° 2004-809	art. 121	Paragraphe III	Principes fondamentaux de la libre administration des collectivités territoriales. Droit à compensation financière des transferts de compétences	CAA de PARIS	342072			
30/12/2004	loi	n° 2004-1485	art. 101		Principe de libre administration des collectivités territoriales posé par l'article 72 de la Constitution - Principe constitutionnel de l'annualité budgétaire	CAA de Nancy	339842	25-juin-10	Refus transmission	
30/12/2004	loi	n° 2004-1485	art. 101		Principe de sincérité budgétaire - Principe de séparation entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire	CAA de Nancy	340492	15-juil.-10	Refus transmission	
30/12/2004	loi	n° 2004-1495	art. 43	IV	Principe d'égalité devant l'impôt (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) - Principe d'égalité devant la loi (article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) - Principe de sécurité juridique, des droits de la défense (article 16 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789)	CAA de Paris	341827			
11/02/2005	loi	n° 2005-102	art. 2	II 2.	notamment à la séparation des pouvoirs et au droit à un recours juridictionnel effectif qui découle de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	CE (saisine directe)	329290	14-avr.-10	Transmission	2010-2 QPC 11-juin-10 Non conforme

27/06/2006	loi	n° 2006-737			Le 3ème alinéa de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, combiné avec l'article unique de la loi n° 2006-737 du 27 juin 2006 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés, méconnaît-il le principe d'égalité et le 11ème alinéa du préambule de la Constitution de 1946 ?	CAA de Paris	341685				
05/07/2006	loi	n° 2006-784	art. 4 et 6		Principe de liberté d'association - Articles 34, 37 et 66 de la Constitution - Articles 7 et 8 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 - Principe d'individualisation et de personnalisation de la peine - Principe de prévisibilité et de clarté de la loi pénale	CE (saisine directe)	340849				
21/12/2006	loi	n° 2006-1666	art. 100		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	Transmission	2010-1 QPC	28-mai-10 Non conforme à l'exception du paragraphe V
05/03/2007	loi	n° 2007-308	art. 13 et 46		Les articles 13 et 46 méconnaissent-ils les articles 72 et 72-2 de la Constitution ?	TA de Melun	340028	19-juil.-10	Transmission	2010-56 QPC	
10/08/2007	loi	n° 2007-1199			Principe d'indépendance des professeurs d'université et des autres enseignants-chercheurs et Principe d'égalité	CE (saisine directe)	329056 329057	9-juin-10	Refus transmission		
04/08/2008	loi	n° 2008-776	art. 164	1 et 3 du IV	Principe de séparation des pouvoirs	CAA de Marseille	338028	9-juin-10	Transmission	2010-19 QPC	30-juil.-10 Conforme

04/08/2008	loi	n° 2008-776	art. 164	1 et 3 du IV	Principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Principe d'inviolabilité du domicile (article 66 de la Constitution)	CAA de Paris	340390	15-juil.-10	Transmission	2010-51 QPC	6-août-10	non lieu à statuer
30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 103		Principe de séparation des pouvoirs et droit à un recours juridictionnel effectif (garantis par l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Droit de la propriété (garanti par les articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Principe d'égalité devant la justice	CE (saisine directe)	335487	8-juil.-10	Transmission	2010-37 QPC		
30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 103		Principe de séparation des pouvoirs et droit à un recours juridictionnel effectif (garantis par l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Droit de la propriété (garanti par l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Principe de responsabilité (garanti par l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Autonomie financière des collectivités territoriales (garanti par l'article 72 de la Constitution)	CAA de Lyon	341715 340860					

30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 103	II et III		Principe de séparation des pouvoirs (garanti par l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) - Principe de libre administration des collectivités territoriales (garanti par l'article 72 de la Constitution) - Principe d'autonomie financière des collectivités territoriales (garanti par l'article 72-2 de la Constitution)	CE (saisine directe)	326358 340860	25-juin-10	Transmission	2010-29 QPC		
30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 137	III		Atteinte au principe de dignité et au droit de propriété	CE (saisine directe)	326444	2-juin-10	Transmission	2010-17QPC	22-juil.-10	Conforme
30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 137	IV		Droits et libertés garantis par le bloc de consitutionnalité : Principe de non-rétroactivité de la loi, séparation des pouvoirs, clarté, intelligibilité et accessibilité de la loi, liberté individuelle et respect de la vie privée et familiale, égalité, présomption d'innocence et respect des droits de la défense - Méconnaissance de l'article 55 de la Constitution - Irrégularité de la procédure législative	CE (saisine directe)	327174	23-avr.-10	Transmission	2010-4 QPC	22-juil.-10	Conforme
05/03/2009	loi	n° 2009-258	art. 77			Principe d'égalité garanti par l'article 1er de la Constitution et l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	CE (saisine directe)	336918					

05/03/2009	loi	n° 2009-258	art. 91		Droits et libertés garantis par la Constitution invoqués ; Principe de non rétroactivité de la loi sauf si la rétroactivité est justifiée par un motif d'intérêt général et proportionnée à l'objectif poursuivi ; Liberté de communication garantie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; Liberté d'entreprendre ; Liberté contractuelle	CE (saisine directe)	334914			
22/07/2009	loi	n° 2009-888	art. 27 III		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Séparation des pouvoirs et garantie des droits (article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Nancy	339899	16-juil.-10	Transmission	2010-53 QPC
24/11/2009	loi	n° 2009-1437	art. 54		Libre administration des collectivités territoriales (article 72 de la Constitution) - Principe de compensation financière (article 72-2 de la Constitution) - Droit de propriété (article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Droit à un recours juridictionnel effectif (article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Principe de supériorité des traités (article 55 de la Constitution)	CE (saisine directe)	326332			

30/12/2009	loi	n° 2009-1673	art. 125		Méconnaissance du principe de clarté qui découle de l'article 34 de la Constitution, de l'objectif de valeur constitutionnelle d'intelligibilité de la loi découlant des articles 4, 5, 6 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ainsi que du principe d'égalité posé à l'article 1er de la Constitution et à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme	TA de Versailles	341584		
------------	-----	--------------	----------	--	--	------------------	--------	--	--